



Plan d'accompagnement des chômeurs, une angoisse pour tous les parents

Edito de
**Philippe
Andrienne,**
Secrétaire
Général de la
Ligue des
Familles, paru
dans le
Ligueur n°23
du 9 juin 2004.

Une fois n'est pas coutume, cet éditio comportera aussi des réactions personnelles en tant que parent. Car j'ai peur... J'ai peur à trois titres : comme père d'un grand adolescent, comme citoyen et comme Secrétaire Général de la Ligue des Familles.

Le gouvernement fédéral a décidé de mettre en place un plan d'accompagnement des chômeurs, afin d'activer ceux-ci et théoriquement, de diminuer les abus en matière de chômage. Or le dispositif proposé renverse quasiment la charge de la preuve, puisque ce sera au chômeur à prouver qu'il cherche suffisamment d'emploi. Le projet cible également en priorité les jeunes chômeurs, sous le prétexte de diminuer, dès le début, l'habitude du chômage. Enfin, le projet renvoie aux Régions l'obligation de mettre en place un véritable accompagnement, ce dont elles sont incapables.

Comme père d'un jeune adulte en situation de fin de stage d'attente, je constate combien il est difficile pour lui d'obtenir des réponses aux multiples sollicitations qu'il adresse, soit par lettre, soit par internet. En six mois, elles sont quasi nulles, à deux exceptions près, alors qu'il a adressé plus d'une centaine de réponses à des offres d'emploi, sans compter les candidatures spontanées. Sur quels critères va-t-on donc juger de l'activité du chômeur dans sa quête d'emploi ? Les courriels seront-ils pris en considération ? Sans accusé de réception ? Les copies de lettres ? Rien n'est moins sûr... Les convocations que le jeune recevra, pour un contrôle par les services du chômage, seront de type très administratif. Les entretiens forcément écourtés vu leur nombre... Il est d'ailleurs impossible au Forem actuellement (et à l'Orbem également), de rencontrer la demande imposée par la nouvelle législation.

Comme citoyen, je suis interrogé sur le glissement progressif de la société que nous bâtissons. La sécurité sociale telle que nous l'avons construite depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, n'est pas un système de récompense d'un mérite. C'est un système d'assurance contre les risques sociaux, assorti de mécanismes de solidarité entre tous. Hier, on a « activé » les minimexés. Aujourd'hui on

« active » les chômeurs.... Demain, va-t-on activer les allocations familiales ? Les bourses d'études ? Le droit au logement ? Et si on demandait à l'Etat lui-même d'être actif ? Actif pour développer une politique économique créatrice d'emploi et de ressources ! Actif pour développer des lieux d'accueils pour enfants en suffisance ! Actif pour développer des formations en adéquation avec la demande des industries !

Comme Secrétaire Général de la Ligue des Familles, je réaffirme qu'une politique de l'emploi doit se développer autour d'un slogan que la Ligue avait développé il y a plus de quinze ans : « *Etre plus nombreux à travailler, mais travailler moins pour vivre mieux !* »

En effet, derrière la chasse aux chômeurs telle qu'elle est prévue maintenant, se profile également une question de genre (homme-femme) à laquelle nous devons être attentifs. Comme par le passé, il y aura effectivement des catégories de chômeurs qui auront quelques difficultés à démontrer leur disponibilité pour le marché du travail (par ailleurs de plus en plus restreint) et parmi ceux-là, les femmes, et plus spécialement les mères de familles... monoparentales en tête ! Il sera en effet très facile de démontrer que vu la charge d'enfants en bas âge, et compte tenu du manque de places en milieu d'accueil (spécialement l'accès dans l'urgence en cas de découverte d'un travail), la chômeuse sera jugée indisponible pour le marché du travail. Elle sera donc exclue du chômage, puis renvoyée aux revenus d'intégration qui dépendent des CPAS (un autre budget !), où là également, elle risquera de se faire exclure au nom de l'activation des personnes qui émargent au CPAS !

Si la seule politique familiale que l'on peut attendre après les Etats Généraux des Familles est le retour forcé des femmes au foyer et la dépendance des jeunes de la solidarité familiale.... Nous nous y opposerons de toutes les forces dont nous disposons.

Plate-forme chômage

